



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## **Comité permanent de l'environnement et du développement durable**

---

ENVI • NUMÉRO 152 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

**TÉMOIGNAGES**

**Le lundi 29 avril 2019**

**Président**

**M. John Aldag**



## Comité permanent de l'environnement et du développement durable

Le lundi 29 avril 2019

•(1535)

[Traduction]

**Le président (M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.)) :** Tout le monde est là, alors procédons.

C'est aujourd'hui la quatrième séance sur l'examen du Budget principal des dépenses. Permettez-moi de revoir très brièvement les formalités des travaux d'aujourd'hui.

D'abord, conformément au paragraphe 81(4) et à l'ordre de renvoi du jeudi 11 avril 2019, le Comité étudiera aujourd'hui le Budget principal des dépenses pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2020.

Nous étudierons les crédits 1 et 5 de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, qui est représentée aujourd'hui devant nous par M. Hallman. Bienvenue, monsieur.

Nous nous pencherons ensuite sur les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 du ministère de l'Environnement, représenté par M. Lucas.

Enfin, nous étudierons les crédits 1 et 5 de l'Agence Parcs Canada, représentée par M. Nadler.

J'en profite pour souhaiter la bienvenue à notre ministre, Mme McKenna, et à son secrétaire parlementaire, M. Sean Fraser.

Et maintenant, je sou mets le crédit 1 relatif à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, ce qui nous permettra d'avoir une discussion générale sur le budget et d'interroger les témoins. Nous commencerons par la déclaration de la ministre, puis nous enchaînerons tout de suite avec une période de questions. La réunion se déroulera comme toute autre séance, où chacun aura six minutes, à tour de rôle, et nous essaierons d'avancer le plus possible dans notre discussion jusqu'à 17 heures.

Je souhaite la bienvenue à Mme Stubbs, des conservateurs, qui est notre invitée spéciale aujourd'hui, de même qu'à Mme Mathysen pour le NPD et à M. McKinnon pour les libéraux.

Madame la ministre, vous avez 10 minutes pour faire votre déclaration.

**L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique) :** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser au Comité. Je suis très heureuse de vous revoir; j'apprécie votre travail. Il est très important que les mesures prises pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique ne soient pas abordées de façon partisane.

[Français]

Je tiens à souligner le travail soutenu des collègues qui m'accompagnent aujourd'hui. Il s'agit de Sean Fraser, secrétaire parlementaire pour ce portefeuille, de Stephen Lucas, sous-ministre à

Environnement et Changement climatique Canada, de Michael Nadler, directeur général par intérim à l'Agence Parcs Canada, et de Ron Hallman, président de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.

Messieurs, je vous remercie de votre travail.

[Traduction]

Je tiens d'abord à reconnaître que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel des peuples anishinabé et algonquin.

Je souhaite également porter à votre attention toutes les personnes qui sont actuellement victimes d'inondations, que ce soit au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario et dans la région de la capitale nationale. Je sais que les députés travaillent très fort pour les aider et je les en remercie.

Au nom du gouvernement du Canada et de toute la population canadienne, mon ministère agit avec vigueur pour protéger l'environnement, lutter contre les changements climatiques, préserver la nature et stimuler notre économie.

Le 11 avril, le Budget principal des dépenses a été déposé. Au ministère de l'Environnement et du Changement climatique, les dépenses pour 2019-2020 sont évaluées à 1,8 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 312,2 millions de dollars.

[Français]

Cette augmentation est principalement attribuable à l'obtention de nouveaux fonds pour deux priorités. La première consiste à réaffecter des fonds dans le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone, afin d'appuyer notre travail sur les changements climatiques et la croissance propre. La deuxième vise à mieux protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada.

[Traduction]

Ces dépenses comprennent également quatre nouveaux crédits pour un total de 26,3 millions de dollars, ce qui inclut la sécurité maritime nationale et du financement pour le renforcement des collectivités arctiques et nordiques.

[Français]

De plus, nous procéderons à la mise en oeuvre d'un système fédéral de crédits compensatoires de carbone pour développer l'infrastructure des technologies de l'information et les mécanismes de suivi nécessaires à un système national de crédits compensatoires de carbone.

[Traduction]

Ces fonds doivent aussi servir à améliorer notre préparation face aux catastrophes naturelles, leur gestion et nos interventions. Malheureusement, les coûts annuels de ces catastrophes pour l'économie mondiale ont quintuplé depuis les années 1980, et les catastrophes dues aux changements climatiques sont toujours plus graves et plus fréquentes, le Canada n'étant pas épargné.

Notre planète est en crise. Les changements climatiques suscitent une vive inquiétude chez les Canadiens. Le gouvernement conservateur avant nous a fait fi de ces préoccupations. Notre pays se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète, selon les experts scientifiques du gouvernement du Canada, et notre région du Nord, trois fois plus vite. Les Canadiens ont voté en faveur d'un leadership qui permettrait de faire face à cette crise par l'action : c'est une obligation morale.

Nous travaillons d'arrache-pied pour nous assurer que toute la population canadienne fait partie de notre avenir plus propre, qu'il s'agisse des travailleurs du secteur des ressources naturelles et de leurs collectivités, des grévistes scolaires ou d'autres jeunes qui réclament des mesures audacieuses pour le climat.

Les dangers des changements climatiques sont réels et bien présents. Ici même, à Ottawa et à Gatineau, les berges de nos rivières ont encore une fois été endommagées par des inondations. Ce que nous appelions autrefois « l'inondation du siècle » se produit maintenant à seulement quelques années d'intervalle.

[Français]

Partout au pays, vous entendrez de plus en plus d'histoires liées à l'environnement. Ces phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents et c'est une situation que nous — l'humanité dans son ensemble — avons nous-mêmes créée.

[Traduction]

Le simple fait est qu'en 2019, si vous n'avez pas de plan pour l'environnement, vous n'avez pas de plan pour l'économie. Notre plan typiquement canadien en matière de climat, réalisé par une équipe entièrement canadienne, comprend l'élimination progressive de l'électricité produite à partir du charbon et la réglementation des émissions de gaz à effet de serre provenant des véhicules, des émissions de méthane provenant du pétrole et du gaz, et des hydrofluorocarbones, une catégorie de produits chimiques qui, à eux seuls, pourraient contribuer à un demi-degré de réchauffement planétaire. Nous investissons aussi dans l'efficacité énergétique partout au pays.

S'assurer qu'il n'est plus permis de polluer gratuitement est une partie importante de tout plan sérieux en matière de climat. Les changements climatiques nous coûtent déjà une fortune. L'année dernière, les conditions météorologiques exceptionnelles ont causé des dommages matériels évalués à 1,9 milliard de dollars. On estime que ce chiffre pourrait atteindre 43 milliards d'ici 2050.

[Français]

Un système du pollueur-payeur est une solution pratique et éprouvée qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Je souhaite aussi rappeler clairement que tous les revenus directs résultant du prix sur la pollution seront remis à la province ou au territoire où ils auront été générés. L'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick vont pour leur part récupérer l'argent par l'entremise de l'incitatif à agir pour le climat lorsque leurs contribuables produiront leur déclaration de revenus cette année.

[Traduction]

J'insiste sur le fait que toutes les recettes directes provenant de la tarification de la pollution seront remises à la province, 90 % de cet argent étant versés directement aux familles. Quatre-vingts pour cent des familles en tirent profit, alors faites votre déclaration de revenus si vous êtes en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan ou au Nouveau-Brunswick.

La semaine dernière, l'analyse indépendante du directeur parlementaire du budget a révélé que, selon le système fédéral, tous les ménages canadiens, à l'exception des 20 % les plus riches, recevront un remboursement supérieur au montant qu'ils paieront grâce à l'incitatif à agir pour le climat. La tarification de la pollution incite la population canadienne à faire des choix plus écologiques, à polluer moins et à aider le pays à respecter son objectif énoncé dans l'Accord de Paris. C'est un moyen pratique et abordable de lutter contre les changements climatiques.

● (1540)

[Français]

Des économistes renommés du monde entier s'entendent pour dire que le fait de mettre un prix sur la pollution est l'un des moyens les plus efficaces d'encourager les gens et les entreprises à réduire leur pollution.

[Traduction]

Alors que nous sommes au bord d'une catastrophe climatique, les députés de l'opposition souhaitent faire de l'action climatique une question partisane. Nous attendons depuis exactement un an — oui, c'est le 365<sup>e</sup> jour aujourd'hui — le dépôt du plan conservateur en matière de climat. Ils continuent de se traîner les pieds, mais le temps nous manque. Pire encore, ils trompent la population canadienne sur le fonctionnement de la tarification fédérale de la pollution.

Certains de nos collègues conservateurs ont récemment envoyé des bulletins parlementaires financés à même les deniers publics dans lesquels ils omettaient sciemment des détails sur la façon dont leurs électeurs pouvaient réclamer leur incitatif à agir pour le climat. Ce sont des centaines de dollars qui reviennent de droit à leurs électeurs, aux Canadiens.

Les conservateurs cherchent davantage à marquer des points partisans qu'à aider les gens qu'ils représentent en veillant à améliorer leur situation.

[Français]

Ce n'est là qu'un des moyens que j'ai vu les députés de l'opposition employer afin d'induire leurs électeurs en erreur et de propager des informations partielles, voire carrément fausses. Les changements climatiques sont un enjeu sérieux et urgent qui ne devrait pas être utilisé comme tribune politique par l'opposition.

[Traduction]

Les enfants qui marchent dans la rue ne peuvent peut-être pas encore voter, mais ils savent qu'il est important que nous intensifions nos efforts au lieu de les réduire. Nous n'allons pas leur léguer la Terre après l'avoir abondamment polluée, mais bien leur rendre ce qu'ils nous ont temporairement prêté.

Monsieur le président, pour protéger l'environnement et appuyer une économie durable, il faut également garder notre eau propre et nos océans en bonne santé. C'est pourquoi notre plan ministériel énonce des stratégies visant à protéger les ressources en eau douce et à réduire les déchets marins et les déchets de plastique.

[Français]

Nous continuons de collaborer avec nos partenaires internationaux, tous les ordres de gouvernement, les communautés autochtones, l'industrie et le public pour réduire les déchets de plastique et leur pollution.

[Traduction]

Nous avons lancé la Charte sur les plastiques dans les océans au cours de la présidence canadienne du G7 afin de lutter contre cette forme de pollution et de la tenir à l'écart de nos océans, de nos lacs et de nos rivières. Le nombre de membres est passé à 18 gouvernements et à plus de 50 organisations. Nous collaborons avec les provinces et les territoires afin de mettre en oeuvre une stratégie pancanadienne pour que les plastiques restent dans l'économie et ne se retrouvent pas dans les sites d'enfouissement.

[Français]

Les travaux se poursuivent également pour mettre en oeuvre les recommandations du Comité dans son rapport sur la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Bon nombre de ces mesures exigent l'utilisation de nouvelles pratiques scientifiques et des mesures sont prises pour renforcer le recours à ces pratiques dans la prise de décision.

[Traduction]

Notre plan ministériel met aussi en lumière d'importants investissements dans la conservation. Le monde abrite aujourd'hui 60 % moins d'animaux sauvages qu'en 1970, et la nature sauvage disparaît rapidement. Le Canada est l'un des cinq pays qui abritent le plus grand nombre de régions sauvages dans le monde. Nous sommes donc idéalement placés pour assumer un rôle de direction. C'est pourquoi notre gouvernement a lancé le Fonds du patrimoine naturel, le plus important investissement de l'histoire du Canada en matière de protection de la nature. Nous avons aussi protégé 11,8 % de nos terres et de nos eaux douces, ainsi que 8 % de nos océans et de nos zones côtières. Nous sommes en bonne voie de doubler la superficie des aires naturelles protégées au Canada.

À ce sujet, j'aimerais maintenant parler du Budget principal des dépenses de Parcs Canada.

[Français]

Les aires protégées sont essentielles à la restauration de la santé de nos écosystèmes et elles préservent la biodiversité. Une nature intacte absorbe deux fois plus de carbone que d'autres paysages, aidant ainsi à atténuer les effets des changements climatiques.

[Traduction]

Le Budget principal des dépenses propose environ 1,65 milliard de dollars en financement pour l'Agence Parcs Canada, ce qui représente une augmentation de 178 millions de dollars. En outre, une somme de 368 millions de dollars est proposée dans le budget de 2019 pour des projets d'immobilisations afin de protéger des trésors naturels dans nos parcs nationaux, lieux historiques et aires marines nationales de conservation.

Juste pour vous donner un léger aperçu des dernières réalisations de Parcs Canada, en octobre, le Canada a conclu un accord de principe avec la Qikiqtani Inuit Association concernant l'aire marine nationale de conservation Tallurutiup Imanga/détroit de Lancaster, au Nunavut. Elle deviendra la plus grande aire protégée au Canada, couvrant 2 % de nos océans.

● (1545)

[Français]

De plus, au début de l'année 2019, le tout premier plan de gestion du parc national urbain de la Rouge a été déposé au Parlement. Entretemps, le budget de 2019 propose de prendre des mesures pour entériner sur le plan juridique l'établissement de la réserve du parc national Thaidene Néné.

[Traduction]

J'aimerais aussi parler du travail essentiel qu'accomplit l'Agence canadienne d'évaluation environnementale. Le gouvernement a déposé le projet de loi C-69, qui propose la mise en place de meilleures règles pour protéger notre environnement et rétablir la confiance du public quant aux décisions prises à l'égard des grands projets. Ce projet de loi vise également à rétablir la confiance des investisseurs et à faire en sorte que les bons projets puissent être mis en oeuvre rapidement. L'Agence joue un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en oeuvre de cette loi et des règlements connexes, et peut être très fière de nombreuses contributions qu'elle apporte au nom de la population canadienne. Le Sénat examine attentivement ce projet de loi en ce moment même.

Le Budget principal des dépenses établi par l'Agence pour 2019-2020 s'élève à 74,2 millions de dollars. Le financement demandé appuie l'exécution continue des évaluations environnementales prévues par la loi actuelle. Il prévoit également la tenue d'activités nouvelles et élargies dans le cadre du projet de loi sur l'évaluation des impacts environnementaux. Ces activités concerneraient l'évaluation des impacts, l'établissement de partenariats avec les peuples autochtones, l'étude des effets cumulatifs et la collaboration avec d'autres instances afin de rehausser l'efficacité des évaluations pour appuyer l'objectif « un projet, un examen ».

[Français]

Monsieur le président, ceci conclut mon allocution officielle devant le Comité.

Je vous remercie encore une fois de votre invitation et je suis prête à répondre à vos questions.

[Traduction]

**Le président** : Excellent. Merci pour votre déclaration. Je suis persuadé qu'elle nous a offert bien des éléments de discussion. Je vois également un certain nombre de représentants du ministère dans la salle. Bienvenue à tous ces visages connus qui sont là pour soutenir l'équipe.

D'abord, j'ai sur ma liste MM. Bossio et Amos, qui disposent chacun des six minutes prévues pour poser leurs questions.

**M. Mike Bossio (Hastings—Lennox and Addington, Lib.)** : Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup, madame la ministre, de participer de nouveau à l'examen du Budget principal des dépenses. Votre présence est très appréciée.

Je vais aller droit au but. Le rapport du bureau parlementaire du budget a confirmé que les Ontariens à faible et moyen revenus tirent davantage de l'incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils payent pour la pollution, et pourtant Doug Ford continue de gaspiller les fonds publics en plaidant devant les tribunaux pour rendre la pollution gratuite. Je trouve ahurissant que Doug Ford et les conservateurs pensent que l'on peut lutter contre les changements climatiques sans avoir de plan. Comme vous l'avez dit, cela fait déjà un an qu'on nous a promis un plan et il n'y en a toujours pas aujourd'hui.

Pouvez-vous nous dire de quelle façon le gouvernement s'assure de protéger les générations futures en luttant contre les changements climatiques?

**L'hon. Catherine McKenna:** Merci beaucoup.

Je remercie le directeur parlementaire du budget pour son travail incessant au nom de la population canadienne et des parlementaires. Son travail confirme tout ce que notre gouvernement a déclaré sur la tarification de la pollution. Tout le monde à l'exception des 20 % de Canadiens les plus riches retireront plus de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils auront payé, mais ce n'est qu'un aspect de notre plan.

Nous faisons aussi des investissements sans précédent dans le transport en commun et les énergies renouvelables, l'abandon progressif des centrales au charbon, les technologies propres, l'aide aux investisseurs et entrepreneurs, sans compter beaucoup d'autres mesures inscrites dans notre plan en 50 points conçu en collaboration avec la population.

Malheureusement, le premier ministre Ford et Andrew Scheer induisent intentionnellement les Canadiens en erreur. Ils utilisent les fonds publics pour contester en cour la mise en œuvre d'une tarification de la pollution. Ce sont 30 millions de dollars gaspillés. Il y a aussi une campagne publique en Ontario où les petites entreprises indépendantes peuvent recevoir une amende de 10 000 \$ par jour si elles ne se plient pas à la volonté du gouvernement Ford, ce qui induit en erreur les Ontariens sur les coûts des changements climatiques et l'Incitatif à agir pour le climat.

Malheureusement, les députés conservateurs envoient à leurs électeurs des bulletins parlementaires qui omettent intentionnellement la plus récente mesure fiscale, celle qui leur serait probablement la plus bénéfique, c'est-à-dire l'Incitatif à agir pour le climat.

Les changements climatiques exigent qu'on intervienne. Je n'ai pas besoin de le dire aux Canadiens, parce qu'ils en ressentent actuellement les répercussions. Il suffit de voir les inondations. Des crues historiques se produisent désormais à quelques années d'intervalle.

**M. Mike Bossio :** Merci, madame la ministre.

Doug Ford a également réduit de moitié les fonds alloués aux organisations de conservation locales pour la prévention des inondations. Les organisations de Quinte, de Lower Trent, de Crowe Valley et de Cataract jouent un rôle central dans la protection des régions contre les inondations, tant dans ma circonscription que pour l'ensemble des Ontariens.

Il coupe le financement pour la plantation d'arbres qui prévient l'érosion des sols en zone forestière. Il a retiré plus de 280 millions de dollars du budget du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales. Des coupes, des coupes et encore des coupes. Pouvez-vous nous dire quels types de répercussions cela aura sur la santé et la sécurité des Ontariens, surtout en région rurale où l'on constate beaucoup d'inondations?

• (1550)

**L'hon. Catherine McKenna :** Merci pour votre question. C'est très important, et c'est on ne peut plus à propos, car nous sommes témoins d'inondations partout au pays, comme vous le savez tous. Et pourtant, le gouvernement Ford coupe le financement nécessaire à la gestion des inondations faite par des organisations de conservation fabuleuses avec lesquelles nous travaillons tous les jours.

Nous devons faire plus et non moins pour protéger nos concitoyens, mais le gouvernement Ford a aussi fait des coupes

dans la prévention des incendies de forêt et la lutte contre ceux-ci. Nous savons quelles sont les répercussions de ces incendies partout au pays. Nous l'avons vu l'été dernier. C'est une question de sécurité publique.

Quelles sont ses priorités budgétaires? Des autocollants et 30 millions en frais juridiques pour contester l'Incitatif à agir pour le climat. Nous devons prendre les changements climatiques au sérieux. Nous devons prendre des décisions fondées sur les faits scientifiques, tant pour lutter contre les changements climatiques que nous adapter à leurs répercussions. Les solutions axées sur la nature sont cruciales.

Nous devons aussi utiliser des mesures et données éprouvées, ce qui comprend la tarification de la pollution. Malheureusement, Andrew Scheer et Doug Ford ne semblent pas comprendre les fondements scientifiques des changements climatiques ni les données qui illustrent l'efficacité de certaines politiques, dont la tarification de la pollution.

[Français]

**M. William Amos (Pontiac, Lib.):** Madame la ministre McKenna, nos maisons dans le Pontiac sont inondées, nos routes s'effondrent et nos communautés souffrent de vivre tant de désastres à répétition: deux inondations et une tornade en trois ans. C'est notre réalité et ce n'est pas seulement dans le Pontiac, mais aussi au Nouveau-Brunswick, ailleurs au Québec et en Ontario. Vous le savez bien. Nous voyons déjà les effets des changements climatiques et nous continuons d'en payer le prix.

Les conservateurs continuent de se mettre la tête dans le sable et d'ignorer la réalité des conséquences des changements climatiques sur la vie des Canadiens. Contrairement aux conservateurs, nous avons un plan. Dans le Pontiac, nous n'avons pas le luxe de prétendre que les changements climatiques n'existent pas. Les Canadiens savent bien qu'il y a un prix à payer, maintenant ou plus tard. Plus notre inaction face aux changements climatiques durera, plus le prix que devront payer nos enfants et nos petits-enfants sera élevé. Ce que les conservateurs font n'est pas acceptable.

Madame la ministre, pouvez-vous expliquer à mes concitoyens dans le Pontiac, mais aussi aux Canadiens, en quoi notre plan sur les changements climatiques va améliorer la situation et comment un prix sur la pollution évitera à nos enfants de payer demain les dommages causés aujourd'hui?

**L'hon. Catherine McKenna:** Merci de votre question, monsieur Amos, et merci beaucoup du travail que vous faites.

Je sais à quel point souffrent les gens du Pontiac, mais aussi d'ailleurs au Québec, à Gatineau, à Ottawa — j'étais à Constance Bay, où j'ai rempli des sacs de sable avec la population —, ainsi qu'au Nouveau-Brunswick. Quand nous avons vécu les inondations de 2017, nous pensions qu'il s'agissait d'une crue centennale. Or le phénomène se produit maintenant tous les deux ans. Ces inondations engendrent des coûts importants, et pas seulement pour la reconstruction des maisons. Elles occasionnent aussi d'énormes coûts dans la vie des gens. Je vois à quel point ces gens souffrent.

Doug Ford s'est rendu à Constance Bay et a déclaré que quelque chose devait être en train de se passer. Effectivement, quelque chose se passe et ce sont les changements climatiques. Nous devons agir et nous y attaquer. Nous devons protéger les gens. C'est la raison pour laquelle nous investissons dans l'adaptation. Nous avons un fonds de 2 milliards de dollars pour aider les gens à s'adapter aux changements climatiques. Nous avons aussi le nouveau Centre canadien des services climatiques pour aider la population et nous avons un plan pour nous attaquer aux changements climatiques. Nous travaillons avec les gens du Pontiac. Nous sommes à leurs côtés, ainsi qu'aux côtés de tous les Canadiens.

[Traduction]

**Le président:** Je cède maintenant la parole à M. Fast, qui dispose de six minutes.

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je veux d'abord faire remarquer l'absence de notre collègue Mark Warawa à cette table. Comme vous le savez, il éprouve de très graves problèmes de santé en ce moment, et il se réjouirait sûrement que vos pensées et vos prières l'accompagnent, lui que l'on estime être un précieux collègue depuis une quinzaine d'années à la Chambre des communes.

**Le président:** Oui. Merci de nous tenir au courant. J'ai remis votre compteur à six minutes, alors vous pouvez commencer.

**L'hon. Ed Fast:** Merci.

Cependant, je voulais dénoncer l'hypocrisie dont vous avez fait preuve dans vos remarques, madame la ministre.

Vous avez commencé par laisser entendre, d'un ton moralisateur, que la question des changements climatiques est non partisane, avant de vous lancer dans une petite diatribe contre les conservateurs et Andrew Scheer, comme l'ont fait vos deux collègues, M. Amos et M. Bossio. En quoi la question des changements climatiques est-elle non partisane lorsque, immédiatement après l'avoir affirmé, vous passez les 15 minutes suivantes à attaquer vos opposants, ceux qui n'abondent pas dans le même sens que vous sur les mérites de la tarification du carbone? Il se trouve que nous croyons que pareille tarification ne nous amènera pas là où nous avons besoin d'aller. Nous ne pensons pas que l'on puisse assainir l'environnement à grands coups de tarification; cependant, vous avez le droit de ne pas être d'accord. Si vous estimez que nous sommes partisans, mais que vous ne l'êtes pas, c'est un peu risible.

Alors je voulais vous dénoncer sur ce point: si vous croyez vraiment que la question des changements climatiques est non partisane, alors vous devriez agir en conséquence.

Je vais maintenant passer à la question de la tarification du carbone.

Votre gouvernement a signé l'Accord de Paris et promis d'atteindre les cibles auxquelles le Canada s'était engagé. Êtes-vous en voie d'atteindre les cibles d'émissions du Canada pour 2030?

• (1555)

**L'hon. Catherine McKenna:** J'ai également une pensée pour Mark. Sa situation est très triste, et nous sommes de tout coeur avec lui.

Cela me chagrine beaucoup. Les conservateurs pensent aujourd'hui que nous pouvons en faire plus dans le dossier des changements climatiques, et non le contraire. Ils ne semblent pas en comprendre les fondements scientifiques et les données sur ce qui fonctionne. Je vais défendre...

**L'hon. Ed Fast:** Madame la ministre, ma question portait sur les cibles.

**L'hon. Catherine McKenna:** ... les mesures d'action pour le climat. Je vais lutter contre l'inaction face aux changements climatiques et me battre pour instaurer des politiques efficaces. Je ne vais pas m'excuser de le faire.

**L'hon. Ed Fast:** Madame la ministre, je vous ai posé une question à laquelle vous pouviez répondre par oui ou par non. Le Canada est-il actuellement en voie d'atteindre ses cibles d'émissions pour 2030 au titre de l'Accord de Paris, oui ou non?

**L'hon. Catherine McKenna:** Le Canada est en voie d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés au titre de l'Accord de Paris. Nous nous y sommes engagés. Nous l'avons fait aux trois quarts. Nous mettons actuellement en œuvre des mesures qui n'ont pas encore été modélisées. Il s'agit d'investissements dans les transports en commun, les innovations propres et le doublement de la superficie de nos aires naturelles qui, comme nous le savons, sont des puits de carbone. Mais la véritable question est celle de savoir si Andrew Scheer va nous présenter un plan qui permette d'atteindre les cibles de l'Accord de Paris. Il s'y est engagé. Vous avez tous voté en sa faveur.

**L'hon. Ed Fast:** Je vous rappelle, madame la ministre, que Andrew Scheer n'est pas premier ministre de ce pays. Vous êtes ministre de l'Environnement. Le premier ministre, Justin Trudeau, dirige le gouvernement. Nous, députés de l'opposition, sommes ici pour vous demander des comptes. Voilà pourquoi nous vous posons des questions. Ce n'est pas à vous de nous en poser en ce moment.

Je répète ma question: pouvez-vous nous donner des preuves que vous êtes en voie d'atteindre les cibles, comme vous l'avez laissé entendre?

**L'hon. Catherine McKenna:** Monsieur le président, je suis ravie de présenter le document *Un Canada propre: protéger l'environnement et faire croître notre économie*. Nous avons aussi notre Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques.

Andrew Scheer semble penser que nous n'avons pas de plan. En fait, nous en avons un qui a été négocié avec les provinces et les territoires ainsi que les leaders autochtones et qui a bénéficié de la rétroaction des villes, des entreprises et de la population canadienne. Nous avons un plan bien canadien...

**L'hon. Ed Fast:** Sauf votre respect, madame la ministre...

**L'hon. Catherine McKenna:** ... pour les Canadiens. Je vous renvoie à la page 13...

**L'hon. Ed Fast:** Madame la ministre?

**L'hon. Catherine McKenna:** ... du plan Un Canada propre, où nous expliquons comment nous entendons atteindre notre cible.

Vous savez quoi? Nous devons en faire davantage. Nous le croyons tous.

**L'hon. Ed Fast:** Madame la ministre, je connais le graphique à secteurs que vous y présentez. Il est surtout fait de projets d'avenir non modélisés.

À mon avis, le plan sur les changements climatiques que vous avez présenté n'en est pas du tout un. C'est un plan fiscal. Il prévoit la tarification du carbone et la TPS sur notre tarification du carbone. Un gouvernement libéral qui fait payer de l'impôt sur une tarification — qui l'eût cru? En plus, une norme sur les carburants propres fera aussi son apparition. On s'attend à ce qu'elle ajoute des centaines de dollars de plus au prix réel du carbone au Canada.

Je veux vous rappeler quelque chose, madame la ministre. Le vérificateur général, la commissaire à l'environnement, les Nations unies et même vos propres documents ministériels disent que vous n'atteindrez pas vos cibles de Paris. Même Saint-David-Suzuki dit que vous ne les atteindrez pas. Comment osez-vous aujourd'hui, devant toutes ces preuves contraires, laisser entendre que vous êtes en voie d'atteindre les cibles de réduction des émissions que vous vous êtes fixées dans l'Accord de Paris? Je suis estomaqué.

**L'hon. Catherine McKenna:** Je me ferai un plaisir de le relire. Nous sommes résolus à atteindre notre cible. Nous présentons des rapports transparents chaque année. Nous avons un plan pour atteindre notre cible, plan que nous avons négocié avec les provinces et les territoires. Est-ce plus difficile? Oui, surtout lorsque vous avez des provinces comme l'Ontario qui arrêtent un prix sur la pollution et qui reviennent ensuite sur leur décision. C'est comme rouvrir 30 centrales thermiques alimentées au charbon. Soyons clairs, lorsque des provinces reviendront sur leur décision, nous continuerons d'avancer. Nous le devons aux Canadiens. Nous continuerons d'être plus ambitieux.

C'est ironique, cependant, que j'entende ce discours 365 jours exactement après que le Parti conservateur a promis de présenter un plan climatique. Vous avez tous voté en faveur d'un plan pour atteindre les cibles de l'Accord de Paris, mais nous n'en avons vu aucun. Nous avons vu des retours en arrière, des coupes d'autres gouvernements qui ont dépensé les fonds publics à contester les mesures de lutte contre les changements climatiques devant les tribunaux...

• (1600)

**L'hon. Ed Fast:** Sauf votre respect...

**L'hon. Catherine McKenna:** ... au lieu de lutter contre les changements climatiques.

**L'hon. Ed Fast:** Sauf votre respect, le Parti conservateur ne dirige pas le gouvernement. Le NPD et le Parti vert non plus. C'est le Parti libéral qui est au pouvoir. Les libéraux ont été élus pour diriger et pour présenter un plan. Il s'agit d'un plan fiscal et non environnemental. Nous vous demandons des comptes là-dessus. Je regarde le même graphique à secteurs que vous avez devant vous. Je vois des catégories comme « Mesures mises en place, mais non modélisées ». Votre plan est rempli de mesures non modélisées. Les Canadiens ignorent si la tarification du carbone ou la norme sur les carburants propres que vous comptez instaurer réduira vraiment les émissions au Canada. Vous n'en avez fait ni la modélisation ni l'analyse.

**L'hon. Catherine McKenna:** C'est tout simplement faux.

**L'hon. Ed Fast:** Ça dit « non modélisées ».

**L'hon. Catherine McKenna:** Je serai heureuse de vous fournir le document qui précise comment la tarification de la pollution permet de réduire les émissions. Je le répète, c'est bien dommage... Nous avons un ancien premier ministre conservateur, Brian Mulroney, qui a mis un prix sur la pollution parce qu'il croyait à l'environnement. Il était persuadé que nous devions protéger la nature parce que c'était dans l'intérêt de tous les Canadiens.

**Le président:** Sur ce, le temps est écoulé, mais nous ferons un deuxième tour de table, et je suis sûr que nous en entendrons davantage à ce sujet.

La parole est maintenant à Mme Mathysen, qui dispose de six minutes pour poser ses questions.

**Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD):** Merci, monsieur le président.

J'avais hâte d'être ici, mais pour être honnête, je suis profondément déçue de ces querelles politiques. Cette ville se trouve dans une situation de crise à la suite des inondations. L'eau s'accumule devant les portes, et vous êtes là à vous chamailler pour savoir qui fait le meilleur travail ou qui obtient les meilleurs résultats. Je veux des réponses claires. J'ai travaillé pendant cinq ans au ministère de l'Environnement de l'Ontario, sous la direction d'une ministre d'une intégrité incroyable. Elle joignait le geste à la parole. Je veux que les gens ici fassent de même. Cela dit, j'ai quelques questions à vous poser.

Plus tôt ce mois-ci, nous avons appris que Loblaws allait recevoir 12 millions de dollars dans le cadre du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone afin de moderniser ses réfrigérateurs. Idéalement, la subvention devrait permettre la réalisation de projets de réduction des gaz à effet de serre qui, autrement, ne pourraient pas aller de l'avant sans l'aide du gouvernement. N'oublions pas que Loblaws est le roi de la fixation des prix du pain au pays et que Galen Weston est sans doute la deuxième personne la plus riche au pays. Pourquoi diable est-ce que Loblaws serait admissible à une telle subvention? Je peux comprendre l'idée que le gouvernement verse un supplément de fonds, mais pourquoi est-ce que Loblaws n'a pas financé tout le projet par ses propres moyens afin que les 12 millions de dollars servent à quelque chose de plus utile?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je ne dirais pas que nous nous chamaillons. Nous essayons d'expliquer notre plan de lutte contre les changements climatiques. Il s'agit d'un plan sérieux que nous avons négocié avec les provinces et les territoires ainsi qu'avec les Canadiens.

**Mme Irene Mathysen:** Madame la ministre, je n'ai entendu que des chamailleries et des messages d'autopromotion.

**L'hon. Catherine McKenna:** Je serai ravie de vous présenter le plan Un Canada propre.

Écoutez, soyons clairs : nous devons prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et nous devons tous agir de concert. C'est pourquoi nous collaborons avec les provinces, les territoires, les hôpitaux, les écoles, les municipalités et les entreprises.

Le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone, qui est administré de façon transparente par le ministère, repose sur un processus concurrentiel. Il vise à optimiser les investissements. Vous dites que vous n'êtes pas d'avis que nous réduisons les émissions? Sachez que ce projet en particulier équivaut à retirer 50 000 voitures de la circulation chaque année. Le gouvernement verse jusqu'à 25 % des fonds, et cela comprend la réduction des hydrofluorocarbones, qui constituent les émissions de gaz à effet de serre les plus polluantes.

Le Canada est très fier d'avoir aidé à négocier le Protocole de Montréal pour éliminer ces émissions de gaz à effet de serre de l'atmosphère. C'est un réchauffement d'environ un demi-degré. Si nous pouvons prendre des mesures sérieuses contre ces...

Disons-le clairement. Nous devons tous travailler ensemble, et si vous n'avez pas de plan pour l'environnement, alors vous n'avez pas de plan pour l'économie. Nous devons nous appliquer à créer de bons emplois. Nous devons collaborer avec les provinces, les territoires, les hôpitaux, les écoles et les entreprises, petites et grandes.

**Mme Irene Mathysen:** Je crois que si Galen Weston peut ajuster le prix du pain, il peut aussi ajuster ses réfrigérateurs.



J'ai une autre question. Selon un récent rapport de l'Agence Parcs Canada, 40 % de ses biens immobiliers sont en mauvais état, et les coûts de réparations sont évalués à 9,5 milliards de dollars, sans compter les 3,3 milliards de dollars supplémentaires qui sont nécessaires pour les mesures d'adaptation aux changements climatiques. Nous entendons de plus en plus parler de la nécessité de nous adapter au raz-de-marée de catastrophes qui se profilent à l'horizon.

Le budget de 2019 ne prévoit pas de nouveaux fonds pour l'un ou l'autre de ces problèmes. Pouvez-vous nous dire si Parcs Canada dispose de fonds suffisants pour faire les réparations nécessaires et s'adapter aux changements climatiques qui, nous le savons, sont imminents?

• (1605)

**L'hon. Catherine McKenna:** Je suis certainement d'accord pour dire que les solutions axées sur la nature sont d'une importance cruciale non seulement pour s'adapter, mais aussi pour s'attaquer aux changements climatiques.

Nous continuons d'investir dans Parcs Canada, ainsi que dans la protection de la nature. En témoigne notre investissement de 1,3 milliard de dollars pour protéger la nature, agrandir les parcs et étendre la superficie des aires protégées. Nous poursuivons nos efforts pour gérer nos actifs. Si je ne me trompe pas, nous sommes le troisième détenteur d'actifs en importance au pays.

Je cède maintenant la parole à Michael Nadler, directeur général par intérim de Parcs Canada.

**M. Michael Nadler (directeur général par interim, Agence Parcs Canada):** En fait, le budget de 2019 prévoit 368 millions de dollars sur deux ans pour le renouvellement des immobilisations à Parcs Canada. Ces fonds seront dépensés en 2020-2021 et 2021-2022 pour les types de questions que vous venez de soulever: l'entretien de nos biens dans le contexte de plusieurs défis, notamment des défis attribuables aux changements climatiques et à d'autres facteurs environnementaux.

**Mme Irene Mathysen:** Toutefois, 368 millions de dollars, ce n'est pas 9,5 milliards de dollars. Il y aura, me semble-t-il, un manque à gagner ici.

**M. Michael Nadler:** Vous avez raison. D'ailleurs, nous travaillons avec le ministère des Finances sur un plan à long terme pour la gestion, l'entretien et la réfection des biens à Parcs Canada, et ce, pour de nombreuses années à venir. Nous espérons qu'au cours des prochains mois, nous aurons élaboré, de manière concertée, un plan solide à long terme.

**Mme Irene Mathysen:** Merci.

Madame la ministre, j'ai entendu aux nouvelles que les Philippines menacent de renvoyer des navires-citernes remplis de déchets. Je me demande si vous avez pris des mesures pour veiller à ce que les manifestes de navires représentent bien la cargaison, car les Philippins se plaignent qu'au lieu de produits recyclables, ils reçoivent d'horribles déchets qu'ils ne peuvent tout simplement pas utiliser.

Vous a-t-on déjà signalé cette situation particulière?

**L'hon. Catherine McKenna:** Oui, tout à fait. C'est un enjeu important. Il s'agit également d'une question diplomatique importante, alors soyons bien clairs quant aux faits. Cet incident, qui est survenu en 2013 sous le gouvernement précédent, met en cause une entreprise qui n'existe plus.

En 2016, nous avons modifié les règles concernant la gestion des déchets, ce qui est extrêmement important. Nous avons également formé un comité chargé de négocier avec les Philippines en vue de trouver une solution. Nous sommes clairement déterminés à nous occuper d'un problème dont nous avons hérité, mais qu'il est important de régler.

**Le président:** Nous passons maintenant à M. Fisher, suivi de M. McKinnon.

**M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président. Merci, encore une fois, madame la ministre, de votre présence.

Madame la ministre, comme vous le savez, le Comité a produit un rapport unanime sur les aires protégées. Dans ce rapport, nous avons recommandé que le gouvernement fédéral collabore avec les municipalités, les gouvernements autochtones et les autres parties concernées pour protéger plus d'étendues de terre partout au Canada et pour atteindre, voire dépasser nos objectifs d'Aichi. Nous avons également demandé au gouvernement de débloquer plus de fonds pour la conservation de la nature dans l'ensemble du Canada.

Le budget de l'année dernière a donné suite à ces recommandations. Vous en avez parlé tout à l'heure: un financement de 1,3 milliard de dollars. Je sais que vous êtes fatigué de m'entendre défendre la réserve naturelle des lacs Blue Mountain et Birch Cove, mais c'est une zone qui tient à cœur aux Néo-Écossais et qui mérite d'être protégée.

Madame la ministre, comme vous le savez, la semaine dernière, j'ai également eu l'honneur d'annoncer une contribution de 860 000 \$ à la municipalité régionale de Halifax afin qu'elle puisse acquérir et protéger 135 hectares de terre dans ce merveilleux parc. C'était une grande nouvelle dans mon coin. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur les succès obtenus grâce au Fonds de la nature du Canada et sur ce que cela signifiera pour les générations futures?

**L'hon. Catherine McKenna:** Merci beaucoup, monsieur Fisher, de vos efforts inlassables dans ce dossier.

Notre gouvernement et moi-même sommes toujours heureux d'envisager des solutions pour protéger davantage la nature. C'est grâce à votre dévouement à cette cause que nous le faisons, parce que vous avez souligné à maintes reprises l'importance de protéger la réserve naturelle des lacs Blue Mountain et Birch Cove. Ainsi, nous offrons aux Haligonien(ne)s une excellente occasion de renouer avec la nature pour les générations à venir. Il faut protéger la nature non seulement dans les endroits isolés, mais aussi dans les régions accessibles aux gens.

Comme vous l'avez mentionné, nous avons prévu un investissement historique de 1,3 milliard de dollars dans la protection accrue de la nature. C'est très emballant de voir l'intérêt manifesté dans tout le pays par les peuples autochtones, les groupes de conservation, les villes, les villages et les citoyens. Les Canadiens croient que nous avons la chance de protéger ce que nous chérissons. Par ailleurs, comme nous le savons, la nature joue un rôle très important dans nos efforts visant à lutter contre les changements climatiques, car elle sert de puits naturel à mesure que nous nous adaptons aux répercussions de la science.

Comme mon ministre adjoint l'a fait remarquer, nous avons obtenu de nombreux succès, mais l'une des réussites les plus importantes a été la protection d'Edézhzié, une zone de plus de 14 000 kilomètres carrés dans les Territoires du Nord-Ouest, grâce au travail des gens du Dehcho. C'était très émouvant d'être là alors que la neige tombait et de les entendre parler avec émotion de la façon dont ils se sont efforcés pour protéger cette zone.

Les îles Scott, au large de la Colombie-Britannique, la ceinture de verdure à Montréal, l'île Haute, qui, je le sais, revêt une grande importance pour notre collègue Bill Casey.... Il y a de nombreux exemples qui montrent comment nous pouvons travailler ensemble.

Nous avons également annoncé un investissement de 100 millions de dollars pour appuyer les groupes de conservation comme l'organisme Conservation de la nature, qui travaille en collaboration avec des partenaires tels que Canards illimités... Je crois que nous avons une occasion en or de collaborer avec tous les Canadiens afin de protéger davantage la nature que nous aimons.

• (1610)

**M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.):** Merci, madame la ministre, d'être parmi nous aujourd'hui.

Je tiens à vous remercier du travail que vous accomplissez pour nous aider à faire la transition vers une économie verte digne du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je voudrais vous parler de la pollution par le plastique. J'ai remarqué que, dans votre exposé, vous avez mentionné la Charte sur les plastiques dans les océans, lancée au cours de la présidence canadienne du G7. Vous avez également évoqué la stratégie « zéro déchet plastique », en collaboration avec les provinces et les territoires.

Je me demande si vous pouvez parler de façon plus générale de ce que le gouvernement fait pour combattre le problème grandissant qu'est la pollution par le plastique.

**L'hon. Catherine McKenna:** Merci beaucoup, monsieur McKinnon.

Je sais que c'est un enjeu qui tient très à cœur aux Canadiens. Nous voulons réduire la pollution par le plastique et nous attaquer sérieusement, pour la première fois, aux déchets de plastique qui envahissent nos eaux, nos lacs, nos rivières, nos océans. Si nous n'agissons pas, le poids des déchets de plastique dans l'océan dépassera celui des poissons. C'est pourquoi nous nous efforçons de trouver des solutions novatrices. C'est aussi pourquoi nous tenons à faire adopter la Charte sur les plastiques dans les océans à l'échelle internationale, mais encore faut-il prendre des mesures à l'intérieur de nos frontières.

J'ai été très heureuse lorsque, l'an dernier, à la fête du Canada, nous avons annoncé l'interdiction des microbilles. Nous avons également avisé les fournisseurs du gouvernement fédéral que nous travaillerons avec les fournisseurs qui sont résolus à atteindre l'objectif d'éliminer complètement les déchets de plastique. Nous pouvons utiliser notre pouvoir en matière d'approvisionnement. Nous réduisons également les déchets de plastique issus des activités gouvernementales. Ainsi, je travaille avec le député Fillmore pour limiter l'utilisation de plastiques à usage unique au sein du gouvernement fédéral, y compris dans notre cafétéria. Voilà autant de mesures positives qui sont prises, mais il nous reste encore du travail à faire.

Nous devons appuyer les pays en développement parce que le plastique ne connaît pas de frontières, et les installations de gestion des déchets sont d'une importance cruciale. Voilà pourquoi nous investissons 100 millions de dollars pour aider les pays en développement à développer et à mettre en œuvre des systèmes efficaces de gestion des déchets.

En même temps, une énorme possibilité économique s'offre à nous. En effet, les déchets de plastique ont une valeur. Nous jetons littéralement des centaines de millions de dollars par les fenêtres chaque année. Nous pouvons faire beaucoup mieux grâce à une

approche économique circulaire. Nous collaborons avec les producteurs. Ces derniers doivent être tenus responsables des matières plastiques produites. Nous devons collaborer avec les villes, les villages, les provinces — et c'est pourquoi nous élaborons la toute première stratégie « zéro déchet plastique ».

**M. Ron McKinnon:** Merci, madame la ministre.

**Le président:** Il reste encore une minute, si quelqu'un de ce côté-ci souhaite intervenir.

Mike, vous avez la parole.

**M. Mike Bossio:** Je sais que les conservateurs aiment bien parler d'une taxe sur une taxe. Ils se plaisent à nous rebattre les oreilles avec cela. Je tiens à rappeler à tout le monde que, depuis l'instauration de la TPS par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, une TPS s'est ajoutée au prix de l'essence, en plus de la taxe d'accise. Ce n'est pas nouveau, madame la ministre. Pourriez-vous peut-être nous dire un mot là-dessus, encore une fois, pour insister sur le fait que l'important, ce n'est pas qu'il s'agit d'une taxe, mais que nous faisons quelque chose pour lutter contre les changements climatiques?

**L'hon. Catherine McKenna:** Vous savez ce que j'en pense? Selon moi, la plus grosse taxe et le plus gros déficit que nous puissions laisser à nos enfants, c'est l'inaction à l'égard des changements climatiques. Nous léguons à nos enfants et à nos petits-enfants des milliards et des milliards de dollars en coûts. C'est pourquoi nous agissons. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour qu'il ne soit plus gratuit de polluer, et nous le faisons tout en stimulant l'économie et en créant de bons emplois.

**Le président:** Merci.

Madame Stubbs, vous avez la parole pour six minutes.

**Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, pour veiller à ce que la politique donne les résultats voulus, pouvez-vous préciser le coût par tonne qui sera imposé par la nouvelle norme libérale sur les carburants?

• (1615)

**L'hon. Catherine McKenna:** Nous analysons chacune des politiques. Nous en examinons les effets interactifs et nous nous assurons que ces mesures nous en donnent pour notre argent au chapitre de la réduction des émissions. Comme vous le savez probablement, la tarification de la pollution constitue la mesure la moins coûteuse en matière de lutte contre les changements climatiques...

**Mme Shannon Stubbs:** Quel sera au juste le coût par tonne imposé par la nouvelle norme libérale sur les carburants?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je vais laisser à mon adjoint le soin de parler de la norme sur les carburants propres. Nous avons pris le temps de comprendre cette norme et de recevoir les commentaires de l'industrie, car nous devons travailler ensemble. Je vais demander à mon adjoint de répondre.

**Mme Shannon Stubbs:** Ça ne fait rien, ma question s'adressait à vous, madame la ministre. Vous en avez fait l'annonce avant Noël, alors je m'attendais à ce que vous ayez eu le temps de comprendre de quoi il retourne.

Bien sûr, la réalité est que vous ignorez les répercussions que cela va avoir, parce que l'analyse coûts-avantages sur le site Web de votre propre ministère dit, et je cite, « il n'existe aucun modèle au sein du ministère conçu pour modéliser en détail », un, « les réductions d'émissions », deux, « l'offre de crédits » ou, trois, « les répercussions économiques » de votre nouvelle politique libérale en matière de carburants. Il est aussi écrit : « Le ministère est en train d'élaborer un outil de modélisation de l'évaluation du cycle de vie du combustible » et, d'après ce que j'ai compris, il pourrait « utiliser de nouveaux modèles mis à jour aux fins de publication dans la partie II de la *Gazette du Canada* » s'ils deviennent disponibles à temps.

Dans vos propres documents internes, je pense qu'il est question d'une taxe sur le carbone — ce qui en serait l'équivalent — d'environ 230 \$ la tonne pour l'industrie. L'Association canadienne de l'industrie de la chimie dit que votre norme sera l'équivalent d'une taxe sur le carbone de « 200 \$ la tonne » pour l'industrie et, comme vous devez le savoir, les fabricants de l'Ontario affirment que cela pourrait nuire à leur capacité d'exporter aux États-Unis.

Ce qui est vraiment curieux, c'est que vous avez accordé aux grands émetteurs une exemption de 80 % relativement à votre taxe sur le carbone, votre taxe sur le carbone de 30 \$ la tonne, précisément parce que, comme vous l'avez dit — à l'instar des conservateurs qui le soutiennent depuis des années —, votre nouvelle taxe sur le carbone risquerait de faire disparaître des emplois et d'inciter certaines entreprises à quitter le pays. Or, votre nouvelle norme libérale en la matière impose un coût quatre fois supérieur.

Pour un camionneur qui conduit son camion 50 heures par semaine, combien de cents par litre la nouvelle norme libérale sur le carburant ajoutera-t-elle au coût du diesel?

**L'hon. Catherine McKenna:** Il y a beaucoup de choses que vous avez dites qui sont tout simplement inexactes.

Bien sûr, nous allons faire une modélisation adéquate. Bien sûr, nous allons comprendre les coûts. C'est la raison pour laquelle nous poursuivons nos consultations relativement à la norme sur les carburants propres. Nous sommes toujours transparents dans tout ce que nous faisons. Nous avons fait preuve de transparence en ce qui concerne l'établissement d'un prix pour la pollution, et il est de quatre cents.

**Mme Shannon Stubbs:** Mais vous avez annoncé...

**L'hon. Catherine McKenna:** Malheureusement, les politiciens conservateurs sont toujours trompeurs. Nous allons continuer à travailler...

**Mme Shannon Stubbs:** Mais vous avez annoncé la nouvelle norme sur les carburants en décembre. Vous l'imposez. Votre propre ministère dit que vous...

**M. Mike Bossio:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. La ministre peut-elle répondre à la question?

**Mme Shannon Stubbs:** Ma question était la suivante: combien de cents par litre la norme sur les carburants propres ajoutera-t-elle au coût du diesel?

**M. Mike Bossio:** Donnons-lui la chance de répondre.

**L'hon. Catherine McKenna:** Soyons clairs: la norme sur les carburants propres n'a pas encore été mise en place. Nous avons publié un document sur le cadre réglementaire au sujet duquel nous tenons des consultations et recevons des commentaires. Nous voulons nous assurer que tout ce que nous faisons pour protéger l'environnement et favoriser une économie propre est fait de façon réfléchie.

Nous croyons que, oui, nous pouvons utiliser des carburants plus propres et que c'est la chose sensée à faire, mais nous devons le faire de façon responsable. Nous allons continuer d'avancer sous le signe de la transparence. Nos rapports s'inscrivent toujours dans une optique de transparence. Nous prenons des décisions fondées sur la science, les preuves et les faits. Nous procédons à de vastes consultations, y compris auprès de l'industrie. Cela dit, je vais demander à mon sous-ministre d'expliquer le processus afin que ce que nous avons fait soit clairement consigné dans le compte rendu.

**Mme Shannon Stubbs:** Ça ne fait rien. Je suis certaine que vous pourrez déposer cela au Comité, plus tard. Mon travail est de vous poser des questions.

**L'hon. Catherine McKenna:** C'est quelque chose que nous allons soumettre au Comité, car je crois qu'il est important que les Canadiens reçoivent les bons renseignements.

**Mme Shannon Stubbs:** Voici ce qui nous préoccupe. Voici pourquoi votre position est préoccupante. En octobre, pendant la période des questions, vous avez admis ce contre quoi les conservateurs nous ont toujours mis en garde au sujet de la taxe sur le carbone. La raison pour laquelle vous avez accordé une exemption de 80 à 95 % de la taxe sur le carbone aux grands émetteurs — et vous l'avez dit — est d'encourager les industries à « demeurer concurrentielles et à préserver des bons emplois au Canada ».

Selon votre analyse, si ces entreprises... Nous convenons que ce sont les risques qui découlent de votre taxe sur le carbone: le fait de nuire à l'économie du pays sans réduire les émissions et celui de provoquer l'exode des entreprises et des emplois. Si votre argument est que ces entreprises fermeront leurs portes si elles paient plus de 5 % de votre taxe sur le carbone, comment justifiez-vous le coût énorme et tellement plus élevé que votre nouvelle norme libérale sur les carburants générera pour ces mêmes entreprises?

**L'hon. Catherine McKenna:** Encore une fois, je tiens à répéter que nous n'avons pas adopté notre norme sur les carburants propres. J'espère que vous conviendrez que ce que nous faisons devrait faire progresser l'économie. Cela devrait nous permettre d'évoluer vers un avenir plus propre, de nous attaquer au changement climatique et de créer de bons emplois. Nous devons nous assurer que nos entreprises sont plus concurrentielles. Nous devons veiller à créer de bons emplois au Canada et mettre en place des mesures incitatives pour soutenir l'innovation propre. C'est à cela que sert notre plan pour le climat.

Encore une fois, ce serait formidable, un an jour pour jour après notre passage au Comité — et au moment même où il y a des inondations —, que les conservateurs nous présentent un véritable plan pour le climat. Les Canadiens ne méritent rien de moins. Nous avons été très clairs au sujet de notre plan sur le climat. Nous l'avons négocié avec les Canadiens. C'est juste ici. Toutes les mesures ont été prises. Tout ce que nous faisons a été modélisé avec le ministère. Nous exposons les choses de façon transparente, y compris les tendances en matière d'émissions. Nous travaillons avec l'industrie pour trouver des solutions. Ce prix sur la pollution, tout le monde doit le payer parce que nous croyons que c'est la bonne chose à faire, et nous continuerons de mettre notre plan en oeuvre avec les Canadiens.

•(1620)

**Mme Shannon Stubbs:** Madame la ministre, vous avez accordé d'importantes exemptions en ce qui a trait à la taxe sur le carbone. Vous avez dit vous-même qu'elles visaient à garder les emplois et les entreprises au Canada, mais vous faites en sorte de reléguer ces entreprises et cette industrie au second plan lorsqu'il s'agit de vos plans de plus en plus ambitieux au sujet d'une norme libérale sur les carburants. Cette norme est la première du genre dans le monde entier. Elle s'appliquera aux carburants solides et gazeux ainsi qu'à l'industrie, aux entreprises et aux installations. Il est très inquiétant de vous voir imposer une politique et de procéder à la modélisation de cette politique après en avoir fait l'annonce.

J'aurais une question à vous poser au sujet des milliers d'emplois qui seront menacés dans ma circonscription et dans l'ensemble de l'Alberta si vous imposez votre réglementation fédérale sur le méthane dans le délai que vous avez indiqué. Je me demande si vous allez accorder l'équivalence au règlement sur le méthane de l'Alberta, qui a été mis en place par le gouvernement néo-démocrate précédent.

**L'hon. Catherine McKenna:** S'attaquer aux émissions de méthane provenant de l'industrie pétrolière et gazière est l'une des mesures les plus rentables que nous puissions prendre. Il est effectivement possible de capturer ce que vous ne voulez pas et de créer des produits. C'est ce que font d'étonnantes entreprises canadiennes. Nous avons travaillé avec les provinces et avec l'industrie pour en arriver là.

**Mme Shannon Stubbs:** Oui, et l'Alberta est une leader de longue date...

**L'hon. Catherine McKenna:** Nous avons une norme...

**Mme Shannon Stubbs:** ... en ce qui concerne la réduction des émissions au Canada. Allez-vous...

**L'hon. Catherine McKenna:** ... et nous nous attendons à ce que les provinces respectent la norme.

**Mme Shannon Stubbs:** Allez-vous accorder l'équivalence avec l'ancien...

**Le président:** C'est tout le temps que nous avons.

**L'hon. Catherine McKenna:** Si les provinces satisfont à la norme, nous serons heureux d'accorder l'équivalence.

**Le président:** C'est tout le temps que nous avons pour cette série de questions.

Mme Stubbs a soulevé certaines questions, et si vous voulez nous soumettre la documentation de suivi, nous pourrions l'afficher sur le site Web ou la relayer aux membres du Comité pour que tout le monde puisse en prendre connaissance.

Nous passons maintenant à M. Amos et à Mme Dzerowicz.

Madame Dzerowicz, nous allons commencer par vous.

**Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens simplement à vous dire merci beaucoup, madame la ministre, et merci beaucoup, monsieur le secrétaire parlementaire et à vous tous, d'être ici aujourd'hui. Je vous en suis très reconnaissante. Cette question est très importante pour les habitants de ma circonscription, Davenport. Je dirais que c'est l'un de leurs sujets prioritaires. Je voudrais formuler deux observations parce que, madame la ministre, je pense que vous avez fait un travail vraiment merveilleux en disant ce que vous avez dit. Il s'agit de quelque chose qui me touche de près et qui m'est cher... Compte tenu de la couverture que les médias accordent à cette question aujourd'hui, on

pourrait avoir l'impression que la seule chose que le gouvernement fédéral fait pour lutter contre les changements climatiques est de mettre un prix sur la pollution, ce qui n'est pas vrai.

Je tiens à vous remercier d'avoir dit qu'aux termes du cadre pancanadien, nous sommes en train de mettre en place un grand nombre de mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques. Vous avez parlé de la norme sur les carburants propres, de l'élimination des centrales au charbon et d'un investissement sans précédent dans le transport en commun. Vous n'avez pas mentionné les émissions nulles et l'infrastructure automobile, mais la liste continue. Pour moi, il était important de le répéter. Je pense que vous en avez parlé dans vos réponses: je ne crois pas que nous devrions attendre d'avoir un plan parfait pour commencer à prendre des mesures contre les changements climatiques. En fait, nous devrions prendre autant de mesures que possible.

On s'est également posé la question tout à l'heure: atteignons-nous nos cibles de l'Accord de Paris? Je sais que c'est une question que se posent les gens de ma circonscription, Davenport. Or, cela ne fait même pas trois ans. Nous n'allons pas assister à des réductions massives des émissions en moins de trois ans, mais cela ne veut pas dire qu'il faut nous arrêter. En fait, les gens de ma circonscription disent qu'il faut continuer d'aller de l'avant. Ils savent que vous avez tous les bons éléments. Ils disent qu'il faut continuer à aller de l'avant et procéder aussi vite que possible. Je tiens à vous remercier infiniment de tous ces efforts. Je crois qu'au moins dans ma circonscription, les gens estiment que nous sommes sur la bonne voie. En fait, ils me demandent de presser le pas, d'aller aussi vite que possible.

Pour en revenir à notre procédure, ma première question s'adresse en fait au secrétaire parlementaire, simplement parce que je veux qu'il fasse entendre sa voix ici. Les habitants de Davenport, surtout les jeunes de ma circonscription, sont très préoccupés par le nombre d'espèces qui disparaissent quotidiennement. En ce qui concerne le Canada, 521 espèces végétales et animales ont été inscrites dans le Registre des espèces en péril — c'est sur notre site Web. Je me demande simplement si notre secrétaire parlementaire, M. Fraser, peut nous renseigner sur la façon dont Environnement et Changements climatiques Canada progresse en ce qui a trait à la protection des espèces en péril.

**M. Sean Fraser (Nova-Centre, Lib.):** Merci beaucoup.

Les jeunes de votre circonscription devraient être très préoccupés. Comme la ministre l'a souligné dans son discours d'ouverture, depuis les années 1970, environ 60 % de notre faune a disparu. Le Canada est l'un des cinq pays qui abritent collectivement les trois quarts des régions sauvages restantes de la planète. Nous sommes donc dans une position sans pareille pour prendre des mesures sérieuses et devenir un modèle pour le monde entier.

Dans le budget de 2018, nous avons mis 1,3 milliard de dollars de côté pour la nature et la conservation. Pour mettre les choses en perspective, c'est le plus important investissement de ce genre dans l'histoire de notre pays. Nous allons de l'avant avec des espaces protégés. Grâce au Fonds de la nature, nous établissons des partenariats avec différents organismes, partenariats qui permettront de créer des zones protégées pour les habitats essentiels.

Qu'il s'agisse de la truite arc-en-ciel, de l'épaulard résident du Sud ou des différentes espèces de caribou, les particularités des espèces en péril que vous avez évoquées varient. Je serais heureux de vous en parler de façon plus précise si vous le souhaitez.

•(1625)

**Mme Julie Dzerowicz:** C'est génial. Je vous remercie. J'ai encore une question complémentaire.

Il y a eu d'autres questions dans ma circonscription. On entend souvent parler des corridors qui existent entre les États-Unis et le Canada, et de la nécessité de veiller à la survie des espèces qui les empruntent. Aussi, je sais que les gens de ma circonscription sont particulièrement préoccupés par certaines espèces en péril qui font partie des animaux emblématiques de notre pays, comme le caribou des montagnes du Sud, en Colombie-Britannique. Pourriez-vous nous parler des approches adoptées par notre gouvernement pour assurer la survie des espèces en péril, comme le caribou des montagnes du Sud de la Colombie-Britannique, par exemple?

**M. Sean Fraser:** Bien sûr, la question des migrations transfrontalières est une grosse affaire, qu'il s'agisse de la gélinotte des armoises ou de la harde de porcs-épics qui traverse la frontière entre le Yukon et l'Alaska.

En ce qui concerne le caribou des montagnes du Sud, c'est quelque chose qui devrait interpeller tous les Canadiens. Bien sûr, il y a différentes espèces, mais nous devrions tous savoir que le caribou apparaît sur notre monnaie. C'est une espèce charismatique et, à mon avis, c'est une chose que nous ne pouvons pas perdre.

Aujourd'hui, il reste environ 4 000 spécimens vivants — je pense que je suis proche du compte. L'espèce a perdu plus du tiers de ses représentants au cours des cinq dernières années. Ce sont des chiffres consternants.

La semaine dernière, j'étais dans le Nord-Est de la Colombie-Britannique pour des rencontres avec des collectivités et différents groupes qui tentent de prendre la relève. La situation diffère un peu selon l'endroit où l'on se trouve, mais disons que nous faisons de sérieux efforts pour mettre en place un partenariat avec la province de la Colombie-Britannique afin d'établir un cadre provincial de conservation selon les dispositions de l'article 11 de la Loi sur les espèces en péril.

Je tiens à souligner à gros traits le rôle de leadership que les Premières Nations de Sauteau et de West Moberly ont joué dans la région du centre. Elles commencent à freiner le déclin de la population. Les efforts de rétablissement se font grâce à une combinaison de choses qu'elles sont en train de mettre en place, notamment des enclos maternels et des mesures de contrôle des prédateurs. Cependant, ce sont des mesures provisoires. En effet, tous ces résultats vont finir pas s'étioler si nous ne restaurons pas aussi l'habitat.

Nous travaillons actuellement en partenariat avec la province de la Colombie-Britannique et les collectivités des Premières Nations pour nous assurer de créer les conditions qui permettront à la population non seulement de revenir à ce qu'elle était, mais aussi de subvenir à ses besoins au fil du temps.

Je sais qu'il y a des inquiétudes dans les collectivités qui utilisent l'arrière-pays à des fins récréatives ou économiques. Soyez assurés que nous travaillons avec ces collectivités et la province afin de trouver la meilleure marche à suivre pour atténuer les conséquences sociales et économiques de ces efforts de rétablissement, l'objectif premier étant d'empêcher la disparition de ces troupeaux.

Une dernière remarque: il y a des troupeaux qui ont sillonné le sud de la Colombie-Britannique pendant des milliers d'années et qui sont aujourd'hui disparus. C'est quelque chose qui devrait choquer la conscience de tous les Canadiens.

**Mme Julie Dzerowicz:** Merci beaucoup.

**Le président:** Monsieur Godin, vous avez la parole.

[Français]

**M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie, madame la ministre, d'être présente parmi nous cet après-midi.

Comme ma collègue du NPD, je trouve désolant que le gouvernement libéral fasse présentement de la petite politique autour des changements climatiques. Arrêtez de dire que le Parti conservateur n'est pas conscient, n'est pas avisé que ces changements existent. Je vous confirme que nous, les conservateurs, sommes conscients que cela existe.

Madame la ministre, en ce qui concerne votre fameux plan sur l'environnement, j'aimerais savoir — et la question est simple — si, oui ou non, vous allez atteindre les cibles de l'Accord de Paris, qui vise la diminution des gaz à effet de serre.

**L'hon. Catherine McKenna:** Oui.

**M. Joël Godin:** Merci, madame la ministre.

Encore une fois aujourd'hui, pendant la période des questions, vous avez dit que le parti de l'opposition officielle, le Parti conservateur, n'avait pas déposé son plan sur l'environnement. Or j'aimerais vous informer que, présentement au Canada, c'est un gouvernement libéral qui est au pouvoir et que vous êtes la ministre de l'Environnement et du Changement climatique. C'est vous qui avez le pouvoir de changer les choses. Cela fait 365 jours que vous attendez notre plan et 1 230 jours que vous êtes au pouvoir.

Pourquoi attendez-vous notre plan? Pourquoi ne pas avoir agi avant? Sommes-nous si bons en matière d'environnement, même si vous prétendez le contraire?

**L'hon. Catherine McKenna:** Ce n'est pas seulement moi qui attends le plan.

**M. Joël Godin:** Qui l'attend?

**L'hon. Catherine McKenna:** Ce sont les Canadiens qui l'attendent. Vous n'avez pas de plan sur les changements climatiques. C'est inconcevable.

**M. Joël Godin:** Madame la ministre...

**L'hon. Catherine McKenna:** On a besoin d'un plan pour les changements climatiques...

**M. Joël Godin:** Madame la ministre, c'est vous qui êtes au pouvoir.

**L'hon. Catherine McKenna:** Si vous croyez vraiment en la science, aux faits, adoptez un plan. On sait depuis des décennies que les changements climatiques sont réels.

Or je sais pourquoi cela vous prend du temps pour préparer le plan.

•(1630)

[Traduction]

C'est parce que vous élaborez ce plan en collaboration avec des lobbyistes de l'industrie du pétrole. Vous les avez rencontrés secrètement. Andrew Scheer a rencontré secrètement des lobbyistes de l'Association canadienne des producteurs pétroliers. Votre plan n'est pas conçu pour aider les travailleurs.

[Français]

**M. Joël Godin:** Madame la ministre...

[Traduction]

**L'hon. Catherine McKenna:** Ce n'est pas un plan qui vient en aide aux Canadiens.

[Français]

**M. Joël Godin:** Monsieur le président, j'aimerais avoir le droit de parole.

Madame la ministre, vous savez que le temps est compté. Il en va de même pour les changements climatiques. Vous dites que nous n'avons pas fait notre travail, que nous n'avons pas été rigoureux pour ce qui est de notre plan sur les changements climatiques. Or je peux vous dire que ce plan est rédigé.

Maintenant, je vais vous poser la question.

[Traduction]

**L'hon. Catherine McKenna:** Montrez-le aux Canadiens.

[Français]

**M. Joël Godin:** Vous l'aurez quand nous serons au pouvoir ou quand nous serons en campagne électorale.

[Traduction]

**L'hon. Catherine McKenna:** Vous attendez donc que les lobbyistes de l'industrie du pétrole l'approuvent?

[Français]

**M. Joël Godin:** Madame la ministre, c'est vous qui êtes au pouvoir présentement.

Nous avons fait un excellent travail, puisque vous avez repris les cibles que les conservateurs ont établies. Les scientifiques qui ont travaillé sous le régime des conservateurs ont bien fait leur travail.

Madame la ministre, vous n'atteindrez pas les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Accord de Paris. Comment cela ce se fait-il? Si vous respectez les scientifiques, vous allez fixer la taxe sur le carbone à 300 \$ la tonne. C'est de l'hypocrisie de la part du Parti libéral. Le gouvernement libéral jette de la poudre aux yeux présentement.

Madame la ministre, comment pouvez-vous dire à la face des Canadiens et des Canadiennes que vous allez prendre les mesures nécessaires pour améliorer leur qualité de vie et prendre des mesures concrètes en matière de changements climatiques? Selon le discours public, il y a une urgence d'agir.

Qu'avez-vous fait depuis 1 230 jours?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je ne vais pas recevoir de leçons du Parti conservateur.

**M. Joël Godin:** Le quoi?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je ne vais pas recevoir de leçons du Parti conservateur.

**M. Joël Godin:** Alors, pourquoi prenez-vous les cibles de réduction des gaz à effet de serre du Parti conservateur?

**L'hon. Catherine McKenna:** Vous avez...

[Traduction]

**M. Mike Bossio:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Pouvons-nous, s'il vous plaît, permettre à la ministre de répondre à une question?

[Français]

**L'hon. Catherine McKenna:** Je serais heureuse de voir un plan du Parti conservateur pour arriver à atteindre ses cibles, parce que vous avez voté pour cela. Nous avons un plan...

**M. Joël Godin:** Oui, absolument.

**L'hon. Catherine McKenna:** Ce n'est pas un plan du gouvernement du Canada, c'est un plan des Canadiens. Nous avons passé un an à négocier un plan avec les provinces et les territoires, les peuples autochtones, les petites et grandes entreprises et les environnementalistes. C'est un plan pour les Canadiens qui est fait par les Canadiens. C'est un plan pour atteindre nos cibles, et nous allons continuer en ce sens.

Que font les conservateurs? Chaque jour, à la période des questions, les conservateurs...

**M. Joël Godin:** Nous ne sommes pas au pouvoir, madame la ministre.

**L'hon. Catherine McKenna:** ... disent avoir des problèmes avec le plan, mais ils n'ont pas de plan.

**M. Joël Godin:** Nous ne sommes pas au pouvoir, madame la ministre.

**L'hon. Catherine McKenna:** Vous voulez que la pollution soit gratuite. C'est un progressiste-conservateur, M. Brian Mulroney, qui a mis un prix sur la pollution. Nous avons retenu la leçon de M. Mulroney et cela a fonctionné.

**M. Joël Godin:** Merci de retenir des leçons du Parti conservateur.

**L'hon. Catherine McKenna:** Quand j'étais petite, les pluies acides étaient le plus grand problème environnemental, et M. Mulroney a mis un prix sur la pollution. Cela a fonctionné et créé de bons emplois. C'était une innovation canadienne. Il a fait preuve de leadership.

Vous n'avez pas de leadership en matière de changements climatiques. Je ne vais pas recevoir de leçons de vous.

**M. Joël Godin:** Madame la ministre, je veux seulement vous rappeler que c'est pendant que nous étions au pouvoir que les émissions de gaz à effet de serre ont diminué le plus. Êtes-vous consciente de cela? Êtes-vous capable de l'admettre? Je ne vous demande pas de retenir des leçons du Parti conservateur et du gouvernement conservateur précédent, je vous demande si vous êtes consciente de ce fait.

[Traduction]

**L'hon. Catherine McKenna:** Vous savez ce qu'il s'est produit? Il y a eu une récession. Si vous souhaitez vous attribuer le mérite de cette récession, rien ne vous en empêche.

[Français]

**M. Joël Godin:** Ha, ha! C'est votre vision, madame la ministre. Je trouve malheureux que vous disiez cela. C'est de la poudre aux yeux et vous n'êtes pas sérieuse dans votre démarche.

Merci, monsieur le président.

[Traduction]

**Le président:** Il vous reste 20 secondes si l'un d'entre vous est en mesure d'intervenir dans cet intervalle. Nous faisons preuve de constance en ce qui concerne la question du partage de notre temps.

**L'hon. Ed Fast:** Madame la ministre, je tiens à vous rappeler qu'en 2016, en vertu de votre plan, le Canada a enregistré un manque à gagner de 44 mégatonnes par rapport aux objectifs qu'il s'est fixés dans le cadre de l'Accord de Paris. En 2017, notre manque à gagner se chiffrait à 66 mégatonnes, alors qu'en 2018, il totalisait 79 mégatonnes.

Comment pouvez-vous dire que votre plan fonctionne? Votre plan n'est rien d'autre qu'un plan fiscal. Il n'a rien à voir avec l'environnement. Il consiste à imposer des taxes aux Canadiens: la TPS, les taxes sur le carbone, les normes sur les carburants propres... En fin de compte, les Canadiens auront de plus en plus de mal à acheter des produits abordables, à trouver des logements et à être en mesure d'élever leur famille.

Comment pouvez-vous justifier cela? Les faits démontrent que votre plan est un échec. Comment pouvez-vous vous tenir là et prétendre de façon éhontée que vous atteignez les objectifs fixés?

**L'hon. Catherine McKenna:** Ces objectifs ont été fixés pour 2030. Nous avons un plan pour les atteindre. Nous rendons compte de nos réductions d'émissions de façon transparente, et ce plan nous permettra d'atteindre nos objectifs.

**L'hon. Ed Fast:** Il ne vous permet pas de les atteindre en ce moment.

**L'hon. Catherine McKenna:** Ce qui m'attriste réellement, et je dis cela en toute honnêteté, c'est le fait que nous sommes incapables d'unir nos forces. Ce plan est celui que nous avons négocié avec les provinces et les territoires. Mais, que font les premiers ministres conservateurs? Ils renient les engagements qui ont été pris.

Comme je l'ai indiqué, lorsque la province de l'Ontario a supprimé son système de plafonnement et d'échange, lorsque les Ontariens ont été autorisés à polluer gratuitement, l'augmentation de la pollution a été de l'ordre de 30 centrales alimentées au charbon. Compte tenu de ce que nous observons en ce moment, il est inconcevable de prendre moins de mesures, au lieu d'en prendre davantage. Nous avons la responsabilité, envers les Canadiens, de lutter contre le changement climatique et de favoriser la croissance de notre économie, et nous pouvons le faire d'une manière abordable, tout en créant de bons emplois. C'est exactement ce que nous faisons, et nous allons continuer de le faire.

•(1635)

**Le président:** Merci.

Nous allons maintenant passer à MM. Amos et Fisher.

**M. Darren Fisher:** Merci.

Madame la ministre, le Comité a entendu des preuves irréfutables qui montrent que la tarification de la pollution est le moyen le plus efficace de réduire les émissions tout en protégeant les portefeuilles des Canadiens.

Le 1<sup>er</sup> janvier, la province de la Nouvelle-Écosse a mis en œuvre un plan visant à lutter contre le changement climatique en tarifiant la pollution au moyen d'un programme de plafonnement et d'échange. En raison des efforts déployés par le gouvernement provincial, les Néo-Écossais n'ont pas remarqué de hausses notables des coûts. Au lieu, les Néo-Écossais bénéficient de programmes dont l'efficacité est accrue.

La semaine dernière — vous avez fait allusion à cela plus tôt —, une nouvelle a été diffusée selon laquelle Andrew Scheer aurait secrètement rencontré des lobbyistes de l'industrie pétrolière et, malgré cela, les conservateurs n'ont toujours pas présenté un plan pour combattre le changement climatique. Ils n'ont même pas vraiment participé à la conversation, même si nous constatons que des Canadiens sont actuellement touchés durement par les effets du changement climatique. Nous observons des feux de forêt en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du pays. De plus, nous sommes témoins d'inondations massives au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Québec et d'une grave élévation du niveau de la mer en

Nouvelle-Écosse. Les Canadiens demandent que nous prenions des mesures pour lutter contre le changement climatique.

Madame la ministre, pouvez-vous, s'il vous plaît, décrire en détail la façon dont l'approche du gouvernement à l'égard de la lutte contre le changement climatique diffère de celle, disons, des conservateurs peut-être?

**L'hon. Catherine McKenna:** À l'heure actuelle, nous payons déjà pour le changement climatique. Ses coûts sont passés de 400 millions de dollars il y a 10 ans à 2 milliards de dollars, et on estime qu'ils passeront à 43 milliards de dollars ou plus.

Nous payons ces coûts, et nous bénéficions d'une immense perspective économique liée à la croissance propre. Il est possible de s'attaquer au changement climatique, de stimuler l'économie et de créer de bons emplois d'une façon abordable. Soyons clairs: nous rendons l'argent que rapporte la tarification de la pollution. Tout l'argent est remis aux Canadiens. Cela signifie que 80 % d'entre eux se porteront mieux; c'est le directeur parlementaire du budget qui affirme que les 20 % de la population qui paieront davantage sont composés des personnes les mieux nanties du Canada.

Nous devons prendre des mesures pour combattre le changement climatique, mais, pour élaborer un plan de lutte contre les changements climatiques, il faut en fait travailler avec les Canadiens. Il faut travailler dur pendant une année complète afin de négocier avec les provinces et les territoires, les peuples autochtones et les villes, et il faut écouter l'opinion de Canadiens de tous les horizons — des environnementalistes, des jeunes, etc. Il ne faut pas élaborer un plan de lutte contre les changements climatiques en rencontrant en secret des lobbyistes de l'industrie pétrolière. Il ne faut simplement pas procéder ainsi. Ce n'est pas ce à quoi l'avenir ressemble.

Je suis la ministre de l'Environnement des travailleurs du secteur de l'énergie, des jeunes, des personnes qui vivent dans le Nord et des personnes qui vivent dans le Sud, et nous avons une responsabilité envers la planète. Nous pouvons montrer au monde entier comment une économie axée sur les ressources naturelles peut s'attaquer au changement climatique, comment nous pouvons le faire d'une façon abordable en créant des emplois. Je suis fière de l'existence de la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone qui est composée de grandes entreprises qui prennent leurs responsabilités et qui affirment que, oui, nous devons tarifier la pollution. Je suis fière que de jeunes Canadiens manifestent dans les rues afin de demander que nous en fassions davantage, et non pas moins.

Nous devons tous prendre très au sérieux le changement climatique. Il ne s'agit pas seulement d'un problème environnemental. C'est aussi un problème économique, un problème de santé et un problème existentiel pour les peuples autochtones et pour les gens qui vivent dans des pays en développement établis sur de petites îles qui sont littéralement en train d'être submergées. Et, comme le Pape le soutient, il s'agit d'une question morale.

Nous devons continuer à prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique. Nous avons élaboré un plan sur lequel nous avons travaillé d'arrache-pied. Nous allons atteindre nos objectifs puis, vous savez quoi, nous allons en faire davantage parce que nous devons en faire davantage. Le monde entier doit en faire davantage, mais c'est une tâche difficile. Les pays du monde entier ont du mal à le faire. Cependant, la semaine dernière, j'ai été vraiment heureuse d'accueillir à Montréal un sommet sur la nature, au cours duquel des gouvernements parlaient de la façon dont nous pouvons lutter davantage contre le changement climatique à l'aide de solutions axées sur la nature. C'était incroyable.

C'est la raison pour laquelle, au Canada, nous écoutons Stephen Guilbeault,

[Français]

un grand environnementaliste du Québec qui nous aide à en faire plus en disant comment le Canada peut réduire ses émissions dans le secteur des transports et comment construire des bâtiments plus écologiques.

[Traduction]

Tamara Vrooman, qui est la chef de la direction de Vancity, nous apporte aussi des solutions. J'ai été à Vancouver pour voir la construction de logements à consommation énergétique nette zéro. N'est-ce pas merveilleux? Nous pouvons accomplir des choses extraordinaires. Nous possédons l'ingéniosité nécessaire. Nous sommes canadiens, et nous pouvons lutter contre le changement climatique. Nous vivons dans l'un des pays les plus froids — et parfois les plus chauds — de la planète, et nous pouvons améliorer la construction de nos bâtiments. Nous pouvons améliorer la façon dont nous nous déplaçons. Nous pouvons le faire tout en créant de bons emplois, en rendant la vie abordable et en permettant aux gens d'unir leurs efforts. Voilà ce que nous nous sommes engagés à faire. Voilà à quoi je continuerai de consacrer chaque minute de mes journées, car je suis une nageuse de compétition. Nous avons un objectif que nous nous sommes fixé et, chaque jour, nous continuerons de nous employer à l'atteindre. Je vais faire tout en mon pouvoir pour permettre aux gens d'unir leurs efforts afin que nous puissions accomplir cela.

• (1640)

**M. William Amos:** Madame la ministre, vous vous souviendrez qu'au début de 2018, plusieurs de mes collègues du comité de l'environnement et moi avons écrit une lettre au ministre des Finances, Bill Morneau. Cette lettre a été signée par 115 députés et sénateurs. Le seul conservateur à avoir signé la lettre était en fait un sénateur. Il a néanmoins signé la lettre. Nous avons obtenu toutes sortes d'appuis, et nous avons demandé instamment que les aires protégées bénéficient d'un niveau de financement plus élevé. Vous avez parlé un peu de cela aujourd'hui.

Lorsque 1,3 milliard de dollars ont été affectés à cette initiative, un grand nombre d'entre nous ont ressenti une grande fierté à l'égard du gouvernement, car il avait fait preuve de courage. Il avait respecté ce qu'il avait déclaré au sujet de la conservation. En ma qualité de député de la circonscription de Pontiac, j'étais simplement extrêmement fier.

[Français]

Je sais que mes concitoyens veulent qu'on prenne plus de mesures de conservation dans leur région, la région de la capitale nationale. Grâce au Fonds de la nature du Canada, une somme de 175 millions de dollars est disponible. Il y a une proposition venant de la région de l'Outaouais qui est très intéressante. Que pouvez-vous nous dire sur les décisions prises à ce sujet?

[Traduction]

Quand les Canadiens peuvent-ils s'attendre à ce que les responsables du Fond de la nature du Canada prennent des décisions et, en particulier, qu'avez-vous à dire à la population de la région de la capitale nationale et de l'Outaouais?

**L'hon. Catherine McKenna:** Comme vous le savez, j'habite la région de la capitale nationale, et je suis très fière de représenter la circonscription d'Ottawa-Centre. Je crois que nous avons l'occasion de transformer la région en la capitale la plus verte du monde entier. Cette image de marque a une valeur, car elle attirera un plus grand

nombre de touristes et créera des emplois, mais il est aussi simplement merveilleux que les gens puissent profiter de la nature. Nous avons besoin de trouver des solutions aux répercussions du changement climatique, des solutions qui sont axées sur la nature et qui nous aident à atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons mis en place un processus dans le cadre duquel nous acceptons des demandes en ce moment. Vous avez entendu votre collègue en parler. Il était très emballé à propos du financement et de la réussite du programme Démarrage rapide qui permettra de soutenir les efforts de conservation, au profit des habitants d'Halifax. Nous avons annoncé un certain nombre d'initiatives visant, entre autres, à protéger la ceinture de verdure de Montréal. De plus, d'importants projets auront lieu dans le Nord en collaboration avec les peuples autochtones.

Demeurez donc à l'écoute. Nous examinons certainement toutes les demandes afin de nous assurer qu'elles respectent les lignes directrices, mais nous pensons avoir l'occasion de prendre beaucoup plus de mesures.

**Le président:** Merci.

Madame Mathysen, vous êtes la dernière intervenante, et vous disposez de trois minutes.

**Mme Irene Mathysen:** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires à propos des divers rapports reçus. J'ai une question à poser au sujet de la commissaire à l'environnement et au développement durable, qui a récemment déposé deux rapports de vérificateurs généraux dans lesquels il est mentionné que le gouvernement ne dispose pas d'un inventaire complet des subventions aux combustibles fossiles et qu'il ne prend pas en considération les facteurs environnementaux au même titre que les considérations économiques, ce qui est inquiétant.

Quand le ministère fera-t-il preuve de transparence à l'égard des subventions aux combustibles fossiles, et quand éliminera-t-il progressivement ces subventions?

**L'hon. Catherine McKenna:** Nous avons indiqué clairement que nous devons éliminer les subventions inefficaces aux combustibles fossiles, et nous avons déclaré que nous le ferions d'ici 2025. Par l'intermédiaire du système fiscal, nous avons déjà supprimé neuf des dix subventions aux combustibles fossiles, mais nous savons que nous devons prendre davantage de mesures.

Nous avons également examiné et présenté un document de consultation afin d'entendre le point de vue des Canadiens quant à ce qui constitue une subvention non fiscale inefficace aux combustibles fossiles. Je crois que nous devons sérieusement réfléchir à cela, car cela pourrait inclure le diesel. Nous apportons une aide financière aux collectivités autochtones du Nord qui dépendent du diesel. Bon nombre de ces collectivités n'ont pas fait la transition vers des énergies renouvelables. Je pense qu'il est nécessaire que nous ayons une sérieuse discussion avec l'ensemble des intervenants et que tout soit fait d'une façon transparente.



Nous avons la possibilité de progresser vers un avenir plus propre, et nous allons continuer d'examiner toutes les possibilités en ce sens et d'investir dans ces possibilités. Nous comprenons que l'environnement et l'économie vont de pair et que le Canada a une occasion en or de présenter au monde entier nos innovations et nos solutions propres. Je remarque l'existence de ces solutions partout au Canada, en commençant par l'entreprise Enwave du centre-ville de Toronto, qui tire en fait de l'eau extrêmement froide de la partie profonde des Grands Lacs et qui s'en sert pour refroidir les immeubles du centre-ville de Toronto, réduisant ainsi 80 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui est beaucoup plus écoénergétique.

J'ai également remarqué l'entreprise CarbonCure qui exerce ses activités dans la circonscription de M. Fisher. C'est une entreprise incroyable qui injecte des émissions industrielles dans du ciment pour le renforcer et le rendre plus économique. Nous devons donc prévoir des mesures d'incitation.

L'une des mesures d'incitation les plus efficaces que nous puissions prendre pour favoriser des solutions propres consiste à tarifier la pollution, parce que vous savez quoi? Cela rend l'adoption de solutions propres plus efficaces pour les gens. Si vous croyez que nous devons stimuler l'économie, progresser vers un avenir plus propre et disposer de technologies et de solutions qui ont été élaborées ici même, au Canada, par nos inventeurs et nos entrepreneurs, alors vous devriez tous appuyer la tarification de la pollution, car c'est exactement ce qu'elle permet de réaliser.

Nous le faisons d'une façon abordable en remettant l'argent aux familles, afin que leur vie soit abordable, et nous prenons des mesures pour inciter les Canadiens à économiser encore plus d'argent en utilisant des ampoules DEL et des thermostats intelligents dans leur demeure. Ainsi, les gens ont de nombreuses occasions d'économiser de l'argent, et nous avons l'occasion d'innover et de créer les solutions dont le monde a désespérément besoin.

•(1645)

**Mme Irene Mathysen:** Merci, madame la ministre.

**L'hon. Catherine McKenna:** La semaine prochaine, je participerai au G7 en France, et je ferai la promotion des solutions canadiennes et des emplois au Canada.

**Mme Irene Mathysen:** J'ai une autre question à poser.

Vous avez mentionné l'élimination graduelle du charbon. Le Canada vend-il toujours du charbon à l'échelle internationale?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je pense qu'il est vraiment important que nous éliminions graduellement le charbon, mais aussi que nous assurions une transition équitable aux travailleurs de ce secteur. Nous devons faire en sorte qu'à mesure que nous progressons vers un avenir plus propre — il est beaucoup plus sain pour les gens et les collectivités d'abandonner le charbon —, tous les Canadiens font partie de la solution.

Je suis très fière que nous travaillions avec les syndicats, et que ces syndicats aient visité les collectivités qui seront touchées afin d'examiner les débouchés potentiels qui existent pour ces collectivités. C'est ainsi que nous soutenons les travailleurs et que nous nous assurons qu'ils participent à la transition vers un avenir plus propre, et nous continuerons de procéder ainsi.

**Le président:** Je vais vous permettre de poser une dernière question rapide.

**Mme Irene Mathysen:** Merci.

Vous avez parlé de la gestion du plastique et du fait que nous croulons sous cette matière. Envisagez-vous cette gestion sous

l'angle de l'emballage excessif qui existe dans pratiquement toutes les régions du pays?

**L'hon. Catherine McKenna:** Je pense que nous avons là une occasion formidable. Nous pouvons faire beaucoup mieux. Nous ne devrions pas emballer les ustensiles dans du plastique et les mettre dans des sacs de plastique. Nous collaborons avec l'industrie. J'ai eu de bons échanges avec ses membres, qui comprennent qu'ils ont la responsabilité de s'améliorer. Nous allons les pousser à le faire. Il est vraiment important d'accroître la responsabilité des producteurs. C'est vraiment formidable, car de nouvelles occasions s'offrent aux entreprises. Je pense que nombre d'entre vous vivent dans le centre d'Ottawa, où se trouve Nu Grocery, un commerce sans plastique où rien n'est emballé. On peut apporter ses propres contenants ou recevoir des sacs de papier.

Nous avons l'occasion de faire bien mieux tout en créant de bons emplois et en faisant croître notre économie, sans pour autant jeter quelque chose qui a de la valeur. À l'heure actuelle, avec les plastiques, nous jetons des objets qui ont de la valeur. C'est insensé. Nous pouvons et nous devons faire beaucoup mieux.

**Le président:** Nous avons légèrement dépassé le temps qui vous était accordé, madame Mathysen, mais comme tous les autres partis ont un peu dépassé leurs temps d'intervention, je pense que c'est juste pour tout le monde.

Voilà qui nous amène à la fin de nos tours de questions. Nous remercions la ministre et les fonctionnaires d'avoir témoigné.

Pour clore le présent volet de la séance, les membres du Comité doivent encore examiner 12 crédits. Nous n'avons pas besoin de nos témoins pour le faire; alors que nous nous préparons à voter, ceux et celles qui veulent partir peuvent le faire.

Cela n'inclut pas les membres du Comité. Je m'attends à ce que l'examen des 12 crédits se termine à 17 heures, soit à l'heure où il est prévu que nous nous réunissions à huis clos pour examiner les travaux du Comité.

**L'hon. Catherine McKenna:** C'est toujours un plaisir de témoigner.

**Le président:** Merci.

Mesdames et messieurs, je vais immédiatement procéder aux votes.

Monsieur Bossio, nous...

Qui d'autres ai-je perdu?

Nous passons maintenant aux votes.

AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Crédit 1—Dépenses de fonctionnement.....53 511 120 \$

Crédit 5—Subventions et contributions.....14 525 184 \$

(Les crédits 1 et 5 sont adoptés avec dissidence.)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Crédit 1—Dépenses de fonctionnement.....837 298 834 \$

Crédit 5—Dépenses en capital.....82 322 680 \$

Crédit 10—Subventions et contributions.....787 558 681 \$

Crédit 15—Intervention en matière de sécurité maritime du Canada.....2 535 478 \$

Crédit 20—Veiller à une meilleure préparation et intervention pour la gestion des catastrophes.....790 033 \$

Crédit 25—Mise en œuvre d'un système de compensation fédéral pour le carbone.....4 739 890 \$

Crédit 30—Des collectivités arctiques et nordiques dynamiques.....18 280 000 \$

(Les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 sont adoptés avec dissidence.)

## AGENCE PARCS CANADA

Crédit 1—Dépenses de programme.....1 433 900 120 \$

Crédit 5—Paiement au compte des nouveaux parcs et lieux  
historiques.....13 423 000 \$

(Les crédits 1 et 5 sont adoptés avec dissidence.)

**Le président:** Dois-je faire rapport des votes sur le budget principal des dépenses à la Chambre?**Des députés:** Oui.**Des députés:** Avec dissidence.**Le président:** D'accord. Les votes ont pris un peu moins de temps que je le pensais.

● (1650)

**L'hon. Ed Fast:** Rappelez les témoins.**Des voix:** Ha, ha!**Le président:** Nous allons maintenant suspendre la séance, demander au personnel de quitter la salle et poursuivre nos travaux à huis clos comme prévu.*[La séance se poursuit à huis clos.]*

---







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>